

9.22/12

4/13 731

Perspectives 23.6.56

LES SULTANATS ARABES DU GOLFE PERSIQUE ET DE L'ARABIE DU SUD

Dans un récent article, nous avons marqué l'importance que revêtent, pour l'avenir de la Grande-Bretagne et de son rôle mondial, les sultanats du golfe Persique et de l'Arabie du Sud.(1)

L'existence de ces sultanats est peu connue. Leurs noms, quand par hasard on les cite, évoquent généralement le café dans les souvenirs, le pétrole dans le présent, évocation d'ailleurs fort approximative, car si la ville de Moka se trouve bien en Arabie, le café ne se cultive guère sur cette terre déshéritée et le pétrole ne se rencontre pas dans tous les Etats de la péninsule. Ce serait même peut-être aujourd'hui la plus simple manière de les classer que des les diviser entre sultanats touchant des redevances des compagnies pétrolières, dont les possibilités imprévues de développements apparaissent tout d'un coup fabuleuses, et sultanats dont le sous-sol n'a pas révélé de naphte, qui vivent, comme il est de tradition d'ailleurs en Orient, beaucoup plus d'espérances que de réalités.

Etant donné qu'il est fait de plus en plus souvent allusion à ces sultanats, nous croyons nécessaire d'essayer de mettre au point leurs situations respectives.

On peut considérer l'Arabie comme se limitant aux vastes régions presque entièrement désertiques qui s'étendent en une large péninsule entre la Mer Rouge et le Golfe Persique, au sud des frontières méridionales de l'Iraq et de la Transjordanie.

L'Arabie séoudite et le Yemen.

La plus grande partie de l'Arabie et ses villes ^{saintes} appartiennent au Royaume d'Arabie séoudite qui entretient aujourd'hui des relations avec presque toutes les puissances. Mais cet Etat arabe n'est pas le seul dans la péninsule. Il n'est même pas le seul à y être indépendant. Son destin à cet égard est partagé par le Yemen, moins exploré mais sans doute plus peuplé que son voisin et qui possède, dans ses hautes vallées, des territoires fertiles ainsi qu'une civilisation citadine très ancienne. Contrairement au Hedjaz, le Yemen ne fut jamais entièrement soumis aux Ottomans qui, à plusieurs reprises, et encore dans les dernières années de l'Empire, durent y faire des expéditions militaires aussi coûteuses que peu fructueuses. C'est seulement, pendant la première guerre mondiale que Constantinople éprouva quelques satisfactions du côté du Yemen qui demeura fidèle tandis que le reste de l'Arabie se soulevait. A vrai dire son iman, en prenant cette attitude, songeait surtout à faire pièce à son ennemi, le Chérif de La Mecque.

En 1923 quand le traité de Lausanne eut détaché de la Turquie toutes les provinces situées au sud du Taurus, le Yemen se trouva, non plus seulement en fait mais aussi en droit, indépendant. L'iman conserva à sa solde quelques fonctionnaires et officiers turcs que la révolte arabe avait empêchés de quitter le

(1) Voir Perspectives n°22 du 9/6/1956.

Les sultanats arabes du Golfe Persique et de l'Arabie du Sud

-:-

pays et qui l'aidèrent dans la voie d'une évolution, d'ailleurs bien lente. Une guerre de frontières avec l'Arabie séoudite, quelques intrigues russes puis italiennes firent parler un peu du Yemen il y a une trentaine d'années mais, bien qu'il ait été admis aux Nations Unies et que son climat soit, dans ses régions montagneuses, tempéré, comme l'on n'a découvert jusqu'à présent aucune richesse minérale sur son sol, il demeure pratiquement en dehors de l'activité politique mondiale.

Notre mise au point ne concernera ni l'Arabie séoudite ni le Yemen, ni non plus l'Assir ancienne province autonome de l'Empire ottoman située au sud du Hedjaz, le premier pays arabe à s'être insurgé en 1915 contre le sultan et à proclamer son indépendance. L'Assir fait maintenant partie de l'Arabie séoudite. C'est à dire que nous ne nous occuperons pas des rivages de la Mer Rouge, mais seulement des territoires qui s'étendent entre Cheik Saïd, entrée de l'Océan Indien, et l'embouchure du Chat el Arab au fond du golfe persique. Ces territoires sont tous plus ou moins directement soumis à l'influence britannique.

Aden et ses protectorats.

Après l'entrée de l'Océan Indien, le premier port rencontré sur la côte asiatique est Aden. Sa raison d'être paraît résider dans la nécessité d'une escale pour les navires se rendant en Extrême-Orient. C'est un important entrepôt de charbon. Son statut est celui d'une colonie de la couronne et c'est peu à peu devenue une base britannique essentielle où l'action politique a semblé primer celle des militaires.

Aden ne se réduit d'ailleurs pas à la colonie mais se divise en deux parties: la colonie proprement dite qui compte 80 milles carrés, les protectorats qui l'entourent qui en comportent 112.000. La colonie a une centaine de milliers d'habitants. L'évaluation de la population des protectorats oscille entre 80.000 et 600.000. Les protectorats sont à leur tour subdivisés en deux administrations: le protectorat de l'Ouest d'Aden qui groupe 19 sultanats sous la primauté du sultan de Lahej, le protectorat de l'est d'Aden, le plus étendu, qui est composé par la côte presque désertique de l'Hadramaout et par l'île de Socotora. Le premier protectorat est en difficultés constantes avec le Yemen.

Aden et ses protectorats n'abritent aucune compagnie pétrolière. L'intérêt qu'ils offrent pour la Grande-Bretagne est d'ordre avant tout stratégique. Depuis quelque temps la Ligue arabe prétend intervenir dans les affaires des protectorats d'Aden. Les frontières entre certains sultanats et le Yemen sont d'ailleurs désertées.

Sultanat de Mascate et d'Oman.

En longeant la côte, près de 1.200 Km après Aden, on arrive au sultanat de Mascate et d'Oman qui occupe l'angle sud-est de la péninsule arabique. Aucune délimitation de ce pays n'existe réellement. Sa capitale, Mascate, est située sur le golfe d'Oman, face au Belouchistan. C'est une des villes du monde qui connaît les températures les plus élevées.

Les sultanats arabes du Golfe Persique
et de l'Arabie du Sud

-:-

Ce sultanat a toujours été indépendant de l'Empire Ottoman qui n'a pas jugé bon d'en faire, même théoriquement, la conquête. Ses seules ressources ont traditionnellement été la piraterie et la pêche des perles. Depuis longtemps il a des relations avec l'extérieur et sa population est assez mélangée. Situé sur la route des Indes, ayant de bons marins, il a joué un rôle dans les conflits entre Européens pour la conquête de l'empire mogol. Les Portugais s'y sont un moment installés, puis les Français nouèrent des relations avec Mascate. Des boutres de Mascate reçurent le privilège d'arborer le pavillon français. Pendant les guerres napoléoniennes, puis longtemps après encore, Mascate fut un centre de contrebande pour le trafic des armes vers les Indes. Durant tout le 19ème siècle, Français et Anglais discutèrent au sujet de Mascate et c'est seulement à la veille de la guerre de 1914 que Paris accepta, moyennant une indemnisation que leur versa le Gouvernement britannique, de se désintéresser du sort de ses trafiquants d'armes fixés à Mascate et aussi, en fait, de ne plus discuter l'interprétation assez abusive que Londres avait faite d'une déclaration franco-britannique de 1862, rappelée par un communiqué officieux de 1899, reconnaissant l'indépendance de Mascate et proclamant que la France et l'Angleterre y seraient toujours placées sur le même pied. En réalité l'Angleterre avait établi son protectorat sur Mascate, subventionnant et assistant le sultan. Mais celui-ci reste le seul souverain de la côte à ne pas s'être engagé à ne pas traiter avec d'autres qu'avec la Grande-Bretagne. En fait son traité de commerce et de navigation avec la France de 1844 est toujours valable et si en 1923 nous avons supprimé le consulat que nous y entretenions, nous avons parfois depuis lors honoré Mascate de la visite d'un navire de guerre et de celle de notre consul à Bassora, venu en tournée dans le golfe Persique.

Mascate est gouverné par un sultan d'une quarantaine d'années, Sheik Sayid Said, élevé aux Indes à l'anglaise. Il a auprès de lui un certain nombre de Britanniques dont le chef de sa police. Son dernier traité avec la Grande-Bretagne date de 1951.

La situation de l'Oman.

Dans la plupart des traités, le sultan de Mascate est qualifié "sultan de Mascate et d'Oman". A vrai dire l'autorité de Sheik Sayid ne s'exerce guère en dehors de la ville de Mascate et des régions côtières. L'intérieur du pays est gouverné par des princes qui en principe sont ses vassaux, mais dont l'un, au moins, qui se proclame l'iman d'Oman, est en rébellion ouverte contre lui.

Aucune frontière ne permet d'établir une délimitation entre l'Oman et Mascate bien qu'un traité de 1938 aurait établi une séparation entre les deux pays. On considère généralement comme Oman les territoires de l'intérieur qui vivent dans l'isolement créé par un fanatisme religieux inégalé. On n'a presque aucun renseignement sur l'Oman et ses oasis, aucun étranger n'y ayant pénétré. Les seules données que l'on possède figurent dans un mémoire adressé à la Ligue arabe en 1954 pour demander l'accession à la Ligue de l'Imamat d'Oman. On y apprend que la capitale du pays s'appelle Mazva mais il est indiqué aussi que sa population dépasse un million d'habitants, ce qui est évidemment fantaisiste.

Les sultanats arabes du Golfe Persique et de l'Arabie du Sud

-:-

Car l'iman d'Oman, Ghaleb Ben Ali, tenant à affirmer sa personnalité, a soudain décidé de sortir de son isolement et s'est adressé à la Ligue arabe pour que soit reconnue son indépendance. Dans sa requête il demande tout d'abord que, contrairement à la plupart des sultans de la région, il ne soit pas rattaché avec l'Occident. Il veut, en prince souverain, adhérer à la Ligue arabe et il espère que, grâce à la collaboration des autres membres, son pays pourra faire les progrès dont il admet avoir besoin.

Quoique ne faisant pas partie lui-même de la Ligue arabe, le sultan de Mascate s'est naturellement violemment opposé à ce que soit accueillie cette candidature, dans laquelle il voyait seulement un acte de rébellion et une tentative de sécession. Il semble avoir réussi à créer des hésitations sérieuses au sein de la Ligue sur les droits d'iman Ghaleb. Bien que datant de près de deux ans, la requête de l'Oman n'a toujours pas été examinée et celui-ci d'ailleurs, depuis l'envoi de son memorandum, ne semble pas avoir réussi à reprendre de nouveaux contacts avec le secrétariat de la Ligue. La question changerait peut-être d'aspect si l'on envisageait un jour la possibilité de découvrir du pétrole en Oman, mais celui-ci, séparé de l'Arabie séoudite par l'immense désert de Dahna, l'un des plus infranchissables qui soient, ne présente guère le risque de devenir un foyer d'intrigues, dangereux comme les Anglais. Ceux-ci, plutôt que d'inciter le sultan de Mascate à des expéditions répressives pratiquement impossibles, préfèrent, pour le moment, laisser l'énigmatique iman mourir ou plutôt se faire oublier dans son isolement.

La côte des pirates.

Au nord de Mascate commence le détroit d'Ormuz qui marque l'entrée du Golfe Persique. Le détroit franchi, la côte s'incurve vers le sud-est et à partir de là est connue sous le nom de côte des pirates. Les Anglais la dénomment aussi "Trucial coast": côte de la trêve, rappelant ainsi les accords qui ont mis fin à la piraterie.

Sur près de 800 kilomètres, la population totale ne dépasse pas 100.000 habitants, répartis entre quelques ports de pêche, jadis repaires des flottes mohabites, aujourd'hui petits sultanats indépendants qui placent leurs espoirs en la protection de l'Angleterre et en l'hypothétique découverte du pétrole.

Entre 1820 et 1843 l'Angleterre a obtenu de chacun de ces sultanats, tour à tour, la signature d'un accord de trêve de dix ans, renouvelé ensuite et perfectionné. Depuis 1853 existent entre la Grande-Bretagne et les six sultans (sept depuis 1910) des accords de paix perpétuelle (traités révisés et accentués dans le sens de la main-mise britannique en 1892). En vertu de ces accords la Grande-Bretagne est devenue l'arbitre de ces sultans entre eux et dans leurs différends avec la Porte Ottomane. Quant aux autres Puissances, les sultans s'engageaient à n'avoir aucune relation avec elles. Il était convenu que le Résident britannique à Bouchir, sur la côte persane serait qualifié pour recevoir les plaintes des sultans et veiller à ce que la paix sur mer fut assurée (la suppression de la piraterie est en effet le prétexte de l'installation des Anglais dans le golfe) ce qui permettait à lord Curzon, alors vice-roi des Indes, d'appeler le Résident à Bouchir "le roi sans Couronne du Golfe Persique". Ce résident dépendait de l'Empire des Indes. Après la disparition de l'Union indienne, ses pouvoirs ont été pris en

Les sultanats arabes du Golfe Persique
et de l'Arabie du Sud

-:-

charge par le Foreign Office et transférés au Résident britannique à Bahrein auquel sont désormais rattachés tous les agents politiques anglais dans le Golfe Persique.

Les sept sultanats sont les suivants :

- Abou Dhar (capitale Abou Dhabi) le plus étendu vers l'intérieur.
- Dubai, le plus peuplé dont la capitale a 38.000 habitants.
- Sharjah où réside l'officier politique britannique et où est installé un aéroport militaire anglais.
- Ajman.
- Umm Al Qaiwan
- Ras Al Khaiwah, autrefois le principal centre des pirates.
- Khalbah.

Chacun de ces sultanats possède un accord avec une compagnie de recherches pétrolières. En dehors d'eux quelques chefs, jouant un peu le rôle de l'iman d'Oman vis-à-vis du sultan de Mascate, se proclament sultans et essayent vainement de se faire reconnaître par les Anglais pour pouvoir eux aussi négocier des accords de prospection. Mais les Anglais, solidement installés sur la côte, n'ont aucun intérêt à y admettre de nouveaux venus au détriment de leurs protégés. Ils tiennent, au contraire, à marquer à ceux-ci qu'ils les soutiennent et viennent d'endosser une preuve dans l'affaire de l'oasis de Baraimi.

Affaire de Baraimi.

L'oasis de Baraimi appartient au sultan d'Abou Dhar mais est revendiqué par l'Arabie séoudite. Les deux Etats l'ont occupé successivement et les escarmouches y ont eu lieu. En réalité, il s'agit d'un conflit entre la société américaine Aramco qui a la concession des exploitations pétrolières en Arabie séoudite et l'Irak Petroleum Company qui a des accords avec les sultanats. On a en effet l'impression que l'oasis de Baraimi recèle du pétrole et la question revêt une importance particulière du fait qu'étant donné la position des anticlinaux, des sondages à Baraimi risqueraient d'épuiser la côte et de rendre vaines les recherches qu'y poursuit l'I.P.C.

Finalement en présence des contestations portant sur la propriété de ce territoire, l'affaire a été soumise en octobre 1955 au Tribunal international d'arbitrage. Cette Cour ne put rendre de sentence pour une raison curieuse qui éclaire d'un jour très spécial les procédés politiques de certains pays arabes : la plupart de ses juges préférèrent démissionner plutôt que de continuer à être soumis aux pressions et aux tentatives de corruption séoudiennes.

L'affaire de Baraimi est toujours en instance, opposant en fait l'Angleterre et l'Amérique.

QATAR.

Nous arrivons au premier sultanat bénéficiaire, dès à présent, du pétrole. Qatar a en effet exporté en 1952 plus de 3 millions de tonnes.

Les sultanats arabes du Golfe Persique
et de l'Arabie du Sud

--

Il s'agit d'une péninsule d'environ 200 kilomètres sur une base d'une cinquantaine qui partage l'île de Bahrein.

Qatar compte environ, sur 8.000 milles carrés, 25.000 habitants, en augmentation depuis qu'ont commencé les exploitations pétrolières. Son cheik qui réside à Doha est depuis 1916 lié à la Grande-Bretagne par un traité de protectorat, ce qui lui a permis de se défendre contre les prétentions séoudiennes à inclure son territoire dans le royaume du Medj. Mais la frontière avec l'Arabie séoudienne demeure contestée et, pour les mêmes raisons qu'avec le sultanat d'Abou Dhar et le Koweït, donne lieu à des incidents fréquents.

Un officier politique dépendant du résident à Bahrein est installé à Doha. Au surplus le cheik a auprès de lui un conseiller britannique, véritable ministre d'Etat.

BAHREIN.

Après le Qatar, la côte du Golfe Persique appartient, sur plusieurs centaines de kilomètres, à l'Arabie séoudite, et c'est non loin de cette côte que se trouve la région de Damman, centre des exploitations pétrolières de l'Aramco. Cette fenêtre de l'Arabie séoudienne sur le Golfe Persique n'est marquée encore par aucune installation portuaire, mais déjà par l'aboutissement d'un pipe line. Elle empêche d'autre part que cette mer, surtout après la réconciliation de l'Iran avec la Grande-Bretagne et son accession au pacte de Bagdad, ne soit de nouveau un véritable lac anglais. Néanmoins la situation de Bahrein, placée juste en face des accès séoudiens à la côte, permet à l'Angleterre de contrôler les agissements dans cette région du seul pays arabe qui n'y soit pas soumis à son influence.

Bahrein, grande île fort peuplée (750 habitants au mille carré) est allée à l'Angleterre depuis 1861. C'est le principal centre militaire et politique des Anglais dans le golfe. Bahrein se différencie des autres lieux que nous avons énumérés par le fait qu'elle ne peut être considérée comme purement arabe. Elle est revendiquée par l'Iran qui, périodiquement, soulève la question, se fondant sur une occupation de Bahrein par les Iraniens au 18ème siècle. A vrai dire la population est assez mélangée. Ceci n'empêche pas les Arabes de considérer Bahrein comme une terre de leur mouvance et l'Egypte d'avoir récemment encouragé ses habitants dans leurs tentatives de soulèvement contre l'Angleterre.

En effet des manifestations xénophobes ont eu lieu au début de mars dernier à Bahrein, au cours desquelles la police a dû tirer sur la foule, y faisant 7 morts. Une grève générale s'en est suivie, le peuple réclamant le départ du Conseiller britannique de l'émir, sir Charles Belgrave. Sur ces entrefaites, le Ministre des Affaires Etrangères britannique, Sir Selwyn Lloyd, faisait escale à Bahrein au cours d'un voyage en Extrême-Orient. Il était copieusement conspué et devait être protégé par la police. Le secrétaire général de l'"Union Nationale" de Bahrein était, à la suite de ces incidents, expulsé. Il se réfugiait au Caire où on lui organisait aussitôt des conférences de presse. D'autre part un ministre égyptien, le Colonel Anouar el Sedate, délégué aux fêtes de la proclamation de la République pakistanaise, profitait de l'arrêt de son avion à Bahrein pour se faire interviewer et exprimer les condoléances du Gouvernement égyptien "aux victimes de la brutalité anglaise."

En dépit de cette agitation, sir Charles Belgrave que les pauvres gens de Bahrein voulaient rendre responsable de conditions d'existence souvent difficiles,

Les sultanats arabes du Golfe Persique
et de l'Arabie du Sud

-:-

est toujours à son poste où il jouit de la confiance de l'émir. Interrogé à son retour à Londres, sir Selwyn Lloyd a déclaré que l'on prévoyait un certain nombre de mesures pour donner une forme plus moderne au Gouvernement du pays. Il a ajouté : "C'est à l'émir qu'il appartient de prendre des initiatives dans ce domaine, mais nous serons toujours disposés à lui apporter nos conseils et notre appui". A Bahrein, comme à Chypre, l'Angleterre ne peut pas reculer. A l'autre extrémité du monde arabe, cette "clé du Golfe Persique" constitue un bastion indispensable.

Economiquement la situation de Bahrein est forte. La raffinerie qui y a été créée et développée après la mise en sommeil de celle d'Abadan, lors du conflit anglo-persan, peut traiter annuellement 9 millions de tonnes de pétrole, c'est-à-dire beaucoup plus que la production locale qui est d'un million et demi. Comme il n'existe pas de raffinerie sur la côte, elle est utilisée par les sociétés qui exploitent à Qatar, à Koweït et même en Arabie séoudite. Ceci crée, de manière plus sérieuse que des revendications territoriales émises par l'émir de Bahrein sur le Qatar, une certaine dépendance de la côte vis-à-vis de Bahrein.

Le KOWEIT.

C'est un pays qui avait fort peu fait parler de lui jusqu'à la découverte du pétrole. Ses seules ressources provenaient de la pêche d'éponges et de perles; le manque d'eau s'y faisait très cruellement sentir. Son étendue était évaluée à 2000 milles carrés et sa population, très misérable a moins de 100.000 habitants. A l'extrémité nord-ouest du Golfe Persique, au sud de l'embouchure du Chat el Arab se trouve, s'enfonçant en coin entre l'Iraq et l'Arabie séoudite, l'émirat de Koweït.

Déjà pratiquement indépendant sous l'Empire Ottoman le Koweït avait alors servi de lieu de refuge à des réfugiés politiques dont le plus célèbre fut Ibn Séoud qui en partit en 1901 à la reconquête du Medj d'abord, puis, après une épopée qui dura 25 années à celle des villes saintes que gardaient les Hachémites. D'autre part le Koweït n'avait pas hésité en 1899 à se lier à la Grande-Bretagne par un traité d'alliance, en fait de protectorat. Le seul événement marquant dans la vie du Koweït jusqu'à ces récentes années fut l'attaque de sa capitale par le peu reconnaissant Ibn Séoud en 1921. L'émir Salem sut grouper autour de lui les Koweïtiens qui fortifièrent leur ville et réussirent à chasser les Mohabites. Un patriotisme local était né.

C'est le fils de cet émir Abdallah Salem qui a signé en 1950 le contrat de concession avec la Koweït Oil Cy, compagnie anglaise filiale de l'Anglo-Iranian et d'une compagnie américaine (les premières prospections dataient de 1938). Les difficultés rencontrées sous Mossadegh en Perse devaient amener l'Anglo-Iranian à concentrer tout de suite ses efforts sur Koweït et stimuler son intérêt pour la production pétrolière de ce pays, qui est devenu en 1955 le troisième producteur mondial, derrière les Etats-Unis et le Vénézuéla. Koweït fournit près du tiers de tout le pétrole du Moyen-Orient et près de 7% du pétrole mondial.

Depuis un accord de 1951 les redevances versées à l'Emir atteignent 50% des profits nets de la compagnie, ce qui a représenté en 1955 près de 200 millions de dollars. Personnage brusquement tiré de l'ombre où végétait sa dynastie, vieille de trois siècles, l'émir de Koweït est devenu l'homme le plus renté du monde.

Souverain presque absolu, bien que la constitution de 1939 qualifie le Gouvernement de "monarchie constitutionnelle", (En fait un conseil de notables, tous désignés par l'émir, est habilité à donner à celui-ci des conseils) et malgré

Les sultanats arabes du Golfe Persique
et de l'Arabie du Sud

-:-

un protectorat qui donne à la Grande-Bretagne le soin de sa représentation extérieure et la juridiction sur tous les sujets britanniques et les étrangers non musulmans, le Cheik Abdallah Salem, plus sage que beaucoup d'autres princes arabes, profite de ses ressources pour moderniser peu à peu son pays. Il a une police et une petite armée fort bien tenues. Il a fait construire des routes, des écoles, des hôpitaux. En quelques années le nombre des enfants recevant un enseignement s'est développé 25 fois. Le cheval et le chameau sont remplacés par de somptueuses voitures américaines. Koweit compte 20.000 automobiles pour 200.000 habitants. C'est le type du pays créé par le pétrole.

Une négociation est en cours avec l'Iraq pour amener dans le Koweit, grâce à des stations de pompage, l'eau du Chat el Arab. Les travaux seront coûteux et les prétentions de l'Iraq sont assez grandes. Mais le Koweit peut se permettre ce luxe. Ses ressources lui donneraient d'ailleurs la possibilité de s'intéresser aux autres pays arabes moins fortunés; certains d'entre eux ne manquent pas de le guetter. Mais l'émir plutôt que de céder à leurs sollicitations préfère utiliser son argent, même quand il l'exporte, dans l'intérêt de Koweit. Des placements immobiliers fructueux auraient été faits en Egypte et au Liban.

Les sultanats et le pétrole du Moyen-Orient. Par le Koweit se termine l'énumération des sultanats soumis à l'influence britannique. Ceux qui se trouvent sur le Golfe Persique ont eu un essor qui s'il excite les convoitises, facilite aussi l'organisation de la défense. Les compagnies pétrolières ont généralement pris à leur charge les travaux principaux d'infrastructure et les avions de l'I.P.C. servent, au moins autant que ceux de la Royal Air Force, aux liaisons des fonctionnaires britanniques. Sauf à Bahrein et en Arabie séoudite, à Damman, les compagnies d'aviation privées n'ont pas accès sur les rives occidentales du golfe. Nous avons indiqué la part que détient le Koweit dans la production mondiale. Cette part est légèrement inférieure à celle de l'Arabie séoudienne mais presque le double de celle de l'Iraq qui, avant la guerre, était le seul pays arabe à produire du pétrole. Quant à l'Iran, il s'est laissé devancer et ne reprend que lentement une place pour laquelle Abadan a besoin, après plusieurs années d'effacement, de réorganiser ses méthodes et de partir sur des bases nouvelles. Mais il est seul, avec Bahrein, à pouvoir raffiner sur place le naphte extrait.

Nous n'énumérerons pas ici les compagnies exploitantes. Rappelons seulement que si, pour les recherches notamment, il a dû être fait appel à la collaboration de certaines compagnies américaines, les Britanniques conservent le contrôle des exploitations du Golfe, comme de celles de l'Iraq, grâce surtout à l'Iraq Petroleum Cy (dans laquelle la France a des intérêts) et à l'Anglo-Iranian dont l'Amirauté britannique était le principal actionnaire.

En matière de pétrole, Anglais et Américains ont dans le Moyen-Orient des intérêts opposés, les seconds tablant avant tout sur l'Arabie séoudite et encourageant parfois en sous-main ses revendications territoriales vers les approches du golfe.

Mais l'Arabie séoudite ne fait pas partie du pacte de Bagdad et lui est même violemment opposé. On connaît par ailleurs les liens qui l'unissent à la politique égyptienne. Or celle-ci, qui est en train de fêter le départ du dernier soldat anglais de Suez, ne cache pas son objectif qui est de voir disparaître toutes les bases occidentales en Orient. Rappelons enfin que, si le roi Hussein de Jordanie s'est séparé récemment de Glubb Pacha, de la même façon le roi Séoud a, il y a deux ans brutalement renvoyé l'ancien conseiller et ami britannique de son père, le fameux Philby qui fut l'émule de Lawrence.